

Témoignage sur mon passage à l'UNEF en 1967. (Max Lucas)

J'ai adhéré au PSU pendant l'été 65, sur la base de l'opposition à la candidature unitaire de F. Mitterrand à la présidentielle.

J'avais commencé mes études de médecine à Angers. Sans formation politique sérieuse, j'y étais adhérent de l'UNEF et m'étais engagé :

- en 61 et 62 dans la lutte pour l'indépendance algérienne et les actions communes avec les étudiants algériens (nombreux à Angers)
- et en 63 dans le mouvement de solidarité avec les mineurs en grève.

En 66, j'occupe des fonctions d'interne à l'hôpital de Limeil-Brévannes et m'investis essentiellement dans le milieu « jeunes médecins » : membre du bureau du CNJM (Centre National des Jeunes Médecins) et directeur de la revue Option Santé.

En février 1967, Marc Heurgon et Jean-Philippe Derenne me proposent d'entrer au bureau de l'UNEF (élu en janvier et dirigé par Vandenburg) comme vice-président santé.

Bien que très réticent du fait de mon inexpérience en matière de militantisme d'appareil et du fait des insuffisances de mon bagage théorique syndical et politique, j'ai fini par accepter.

Je n'aurai pas dû, car l'expérience fut désastreuse. Entré au bureau avec un mois de retard, je fus clairement perçu par les autres membres comme l'espion de Marc Heurgon.

Je n'avais aucun atome crochu avec Jean Tercé, et encore moins avec Gilles Boyer : les accrochages furent fréquents...

Toutes les discussions importantes avaient lieu hors de ma présence. Mon rôle dans le choix des orientations du bureau fut donc nul.

Replié dans le domaine strict de la compétence du VP santé, j'avais absolument besoin de collaborer avec la MNEF.

Or la présidente de la MNEF (FGEL) ne souhaitait pas me rencontrer, considérant ma présence à ce poste comme une provocation parce que depuis longtemps le président de la MNEF était automatiquement le V-P santé de l'UNEF.

Les deux seuls dossiers sur lesquels j'ai pu travailler et intervenir sont celui des BAPU (bureau d'aide psychologique universitaire) et celui des problèmes politiques de la Sécurité Sociale (réforme Pompidou, Rapport Bordas, Rapport Delors, déficit par créances de l'État ou déficit structurel, etc.) Fort heureusement, juillet est vite arrivé, et le congrès de Lyon avalisa par son vote positif mon rapport et me donna quitus (???) .

Ainsi se termina ma courte expérience ESU.